

Histoire des faits économiques

La question sociale et les inégalités – le cas de la France : 1789-1913

Ce cours vous est proposé par Guillaume Pouyanne, Maître de conférences, à l'Université de Bordeaux et AUNEGe, l'Université Numérique en Économie Gestion.

Quiz

1. L'Ancien Régime :

- a. Est caractérisé par de très fortes inégalités de patrimoine
- b. Est une société où l'Etat est fort
- c. Se caractérise par la coexistence de trois ordres où chaque membre est égal devant la loi

2. Pendant la Révolution française, l'égalité de condition :

- a. C'est l'égalité de tous devant la loi
- b. C'est l'égalité de revenus et de patrimoine pour tous
- c. C'est la liberté économique pour tous

3. Sous l'Ancien Régime, les corporations,

- a. Sont des associations basées sur le métier qui encadrent les conditions de travail
- b. Sont supprimées par la loi Le Chapelier en 1791
- c. Sont des associations d'étudiants créées pour défendre leurs droits

4. Pendant la Révolution française, la promotion du marché comme mode de coordination des actions économiques

- a. Est logique puisque l'échange sur un marché est librement consenti
- b. Suppose que le marché soit encadré par la morale individuelle
- c. Conduit la suppression des monopoles d'Etat

5. Dans le modèle de « la Fabrique » comme mode de production de Biens et Services

- a. De nombreuses tâches sont réalisées à domicile par les ouvriers
- b. L'intégralité de la production est réalisée dans les locaux de la Manufacture
- c. La main-d'œuvre rurale peut compléter ses revenus avec le travail à façon

6. La Question Sociale, lorsqu'elle émerge en France au début du XIX^{ème} siècle

- a. Est l'attention portée aux conditions de vies misérables des prolétaires
- b. Débouche sur les premières enquêtes sociales
- c. Est soulevée par la condition des ouvriers en Russie

7. La loi sur le travail des enfants en 1841 :

- a. Est doublement limitée, dans ses dispositions et dans son application
- b. Remet en cause la liberté de travailler chère à la Révolution
- c. Interdit le travail des moins de 12 ans

8. L'idéologie « libérale conservatrice » dans la première moitié du XIX^{ème} siècle

- a. Suppose que, pourvu que l'égalité des chances soit respectée, rien ne doit venir encadrer les inégalités entre individus
- b. Suppose que, si les ouvriers sont dans la misère, c'est plus une question de rapport de force avec les patrons que de manque de talent ou de vertu
- c. Suppose que les inégalités économiques agissent comme un « aiguillon » pour inciter les individus à être méritants et vertueux

9. Dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, le socialisme naissant

- a. Se construit sur la critique de la concurrence, notamment celle des ouvriers entre eux
- b. Propose l'établissement d'un idéal communautaire basé sur la coopération
- c. Propose de sacraliser la propriété privée et de l'inscrire dans la Déclaration des Droits de l'Homme

10. En 1848, la II^{ème} République

- a. Crée les « Ateliers Nationaux » pour donner du travail aux chômeurs
- b. Maintient les inégalités face au droit de vote instituées par Louis-Philippe
- c. Naît de la « Révolution de février » qui voit converger dans la révolte l'ensemble des classes populaires : ouvriers, artisans, petits commerçants

11. Sous le Second Empire

- a. La production textile reste encore artisanale
- b. Le secteur bancaire et le droit des entreprises sont modernisés
- c. Le textile est encore l'industrie dominante en France

12. A partir de 1860, la politique sociale de Napoléon III

- a. Autorise la grève et les syndicats
- b. Crée un système de protection sociale pour les retraités ouvriers et les accidentés du travail
- c. Accorde une représentation politique aux ouvriers

13. La politique économique de Napoléon III

- a. Est libérale : l'Etat ne doit pas intervenir
- b. Est interventionniste : l'Etat est un acteur économique à part entière
- c. Est inexistante : mieux vaut aller danser au bal de l'Empereur !

14. Sous la III^{ème} République, l'Etat souhaite accélérer l'unification culturelle de la France

- a. Par l'éducation, en construisant un « récit national » enseigné à tous les écoliers de France
- b. Par l'interdiction des coutumes et des langues régionales
- c. Par le brassage des populations, en instituant le service militaire universel, contrepartie du suffrage universel

15. L'idéologie du « National-Protectionnisme »

- a. Naît de la crise et de l'impression que les travailleurs étrangers « volent » le travail des Français
- b. Propose de supprimer l'ensemble des avancées sociales en termes de droit du travail (loi sur le travail des enfants, etc.)
- c. Se traduit par du Protectionnisme économique dans les années 1890, comme, par exemple, le « tarif Méline »

16. Pendant l'année 1884

- a. Une grève à Anzin mobilise 10 000 ouvriers pendant 56 jours pour protester contre leurs conditions de travail
- b. Napoléon III revient au pouvoir avec le slogan « Ni bourgeois, ni prolétaire »
- c. L'Etat autorise les syndicats avec la loi Waldeck-Rousseau

17. Pendant la Grande Dépression (1873-1896) et jusqu'à la Première Guerre Mondiale

- a. La lutte des classes s'apaise, avec de moins en moins de grèves et de plus en plus de solutions négociées pacifiquement avec les patrons
- b. Le monde socialiste se divise entre les fidèles à la pensée marxiste et ceux qui veulent aménager le système « de l'intérieur » pour améliorer la condition ouvrière
- c. Les classes populaires se divisent entre prolétaires d'un côté et travailleurs indépendants, artisans, petits commerçants de l'autre

18. La constitution d'une législation sur le travail au tournant du XX^{ème} siècle

- a. Permet de définir les relations professionnelles comme des relations à égalité entre ceux qui concourent à la réalisation de la production
- b. Institue un salaire minimum
- c. Débouche sur le premier Code du Travail en 1910

19. En 1914, l'institution d'un impôt progressif sur le revenu

- a. Se fait dans l'indifférence complète de l'opinion publique : ça passe crème !
- b. Est une révolution, puisqu'avant l'impôt était considéré comme une sorte d'assurance
- c. Est une étape importante vers une redistribution des richesses assurée par l'Etat

20. La Question Sociale

- a. Est à son apogée en 1906, suite à la catastrophe de la mine de Courrières
- b. N'est plus un sujet à la fin du XIX^{ème} siècle : les avancées sociales ont fait que les prolétaires sont contents de leur sort
- c. Traverse le XIX^{ème} siècle et monte en importance au fur et à mesure que la population des prolétaires augmente

Références

Comment citer ce cours ?

Histoire des faits économiques, Guillaume Pouyane, AUNEGe (<http://aunege.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.